

DOCS
CA1
EA507
C18
FRE
v. 23
Fall
2004
Copy 1

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E
3 5036 01029504 9

Canada Regard sur le monde

NUMÉRO 23 • AUTOMNE 2004

Les Autochtones à l'ère de la mondialisation



Affaires étrangères
Canada

Foreign Affairs
Canada

Canada

Au sujet de Canada — Regard sur le monde

Canada — *Regard sur le monde* donne un aperçu des questions de politique étrangère dans une perspective canadienne et traite des initiatives et contributions du gouvernement du Canada dans le domaine des affaires internationales. *Canada — Regard sur le monde* est un magazine trimestriel publié en français et en anglais par Affaires étrangères Canada.

Mary Gooderham
Directrice de la rédaction

Pour communiquer avec nous :

Canada — *Regard sur le monde*
Affaires étrangères Canada
125, promenade Sussex, BCS C-2
Ottawa (Ontario) K1A 0G2
Télécopieur : (613) 992-5791
Courriel : canada-magazine@international.gc.ca

Message aux abonnés :

Aidez-nous à tenir nos dossiers à jour. Si vous déménagez, recevez plus d'un exemplaire de *Canada — Regard sur le monde* ou souhaitez annuler votre abonnement, faites les corrections voulues en lettres moulées sur votre étiquette d'adresse (couverture arrière) et retournez-nous l'étiquette par la poste ou par télécopieur. N'oubliez pas d'indiquer votre numéro d'abonné à 8 chiffres.

Nouveaux abonnements (par courriel) :

Le magazine *Canada — Regard sur le monde* est publié à www.international.gc.ca/canada-magazine, où il est aussi possible de s'abonner en direct pour le recevoir par courriel.

Nouveaux abonnements (par la poste) :

Pour recevoir gratuitement des exemplaires de ce magazine ou d'autres publications d'AEC par la poste, adressez-vous au :
Service de renseignements (SXC1)
Affaires étrangères Canada
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario) K1A 0G2
Téléphone : 1 800 267-8376 (sans frais)
ou (613) 944-4000
Télécopieur : (613) 996-9709
Courriel : enqserv@international.gc.ca

Notre couverture

Photo principale : *Le castor et le vison*, une sculpture contemporaine de Susan Point, artiste autochtone de Colombie-Britannique, offerte par le gouvernement du Canada et destinée à être exposée dans la rotonde du National Museum of the American Indian de la Smithsonian Institution à Washington, D.C. *photo :* Walter Larrimore/NMAI

Photo du haut : Jordin Tootoo, photographié lors des Championnats du monde junior de 2003, est le premier athlète inuk à être repêché par la Ligue nationale de hockey. *photo :* Jeff Vinnick/www.HockeyCanada.ca

Photo du milieu : Les créations d'Angela De Montigny puisent dans le patrimoine des Six Nations. Elles se vendent fort bien à l'étranger. *photo :* Lenore C. Farrell

Photo du bas : Eric Pashe, de la Première nation de Dakota Tipi établie près de Portage la Prairie au Manitoba, a gagné le Prix d'excellence destiné aux jeunes Autochtones du Manitoba en 2003 pour le succès obtenu dans ses études. *photo :* PC (Robert Dall)

DANS CE NUMÉRO



Cassidy Formenti, cinq ans, dévisage le major Sumner, un danseur de la région de Coorong au sud de l'Australie, en spectacle à Edmonton l'été dernier lors de la célébration de la sensibilisation aux cultures autochtones organisée dans le cadre de la campagne de Centraide.

Point de vue : Le Canada en tant que citoyen modèle	3
Un nouveau ministre	4
Article vedette : Planète autochtone	5
Connexions mondiales	9
Culture : Le renouveau autochtone	10
Commerce et investissement : Quand commerce et tradition se conjuguent	11
Diplomatie : Un poste unique en son genre, une perspective mondiale	12
Dépêches : Présenter notre actualité ...	13
Traditions : Des mots qui s'éteignent ..	14
De la préservation du mode de vie nordique	15

Environnement : Agir contre les contaminants dans le Nord	16
Jeunesse : Ouverture sur le monde et ouverture d'esprit	17
En bref : Les jeunes, virtuoses d'Internet, et l'emploi	18
Les Canadiens s'expriment sur le 11 septembre	18
La prévention du sida par l'humour	19
Présence du Canada à un nouveau musée	20

LE CANADA EN TANT QUE CITOYEN MODÈLE

Jennifer Welsh est l'auteure de *At Home in the World*, un nouvel ouvrage offrant une vision du rôle du Canada sur l'échiquier mondial. Boursière de recherche Cadieux à la Direction générale de la planification des politiques d'Affaires étrangères Canada, M^{me} Welch est titulaire d'une maîtrise et d'un doctorat en relations internationales de l'Université d'Oxford et a publié trois livres sur les relations internationales.

Si nous voulons que le Canada assume un nouveau rôle sur la scène mondiale au XXI^e siècle, nous devons nous débarrasser des mythes traditionnels qui définissent notre identité depuis une cinquantaine d'années. Nous devrions concevoir le Canada non plus en termes classiques, c'est-à-dire comme une moyenne puissance, mais plutôt comme un citoyen dans le cercle des États-nations. En fait, je crois que le Canada a tout ce qu'il faut pour devenir un citoyen modèle en ce XXI^e siècle.

C'est à dessein que j'accole les mots « citoyen » et « modèle », car les deux sont absolument essentiels à ma vision. La notion de modèle suggère une approche différente à l'égard du changement. Un aspect fondamental de la politique étrangère du Canada aujourd'hui est simplement *d'être ce que nous sommes*, c'est-à-dire un modèle de démocratie libérale particulièrement réussi.

Notre modèle privilégie le pluralisme, comme en témoignent notre structure fédérale, notre politique de bilinguisme officielle ainsi que notre politique concernant l'immigration et les réfugiés. Il accorde beaucoup d'importance au gouvernement mixte, où des tribunaux activistes et une solide culture des droits de la personne font contrepoids aux décisions législatives. Notre modèle répartit le risque sur l'ensemble de la société, en établissant une série de bénéfices financés par l'État et auxquels les Canadiens peuvent faire appel en cas de nécessité. Il recherche le juste milieu entre la protection maximale des citoyens dans un monde soumis au terrorisme et à d'autres menaces transnationales et le respect des libertés civiles et politiques arrachées de haute lutte. Le modèle canadien est aussi très civil, comme le montrent le faible taux de criminalité, le dynamisme de nos villes et le succès de nos artistes. Par-dessus tout, il a ceci de particulier qu'il est à la fois internationaliste, car il prône le libre-échange et la coopération multilatérale, et nationaliste, car il protège

l'identité unique de notre pays. Tous ces aspects du modèle canadien exercent un immense pouvoir d'attraction. Ce magnétisme amène les autres à vouloir nous imiter, ainsi qu'à améliorer et à resserrer leurs relations avec nous.

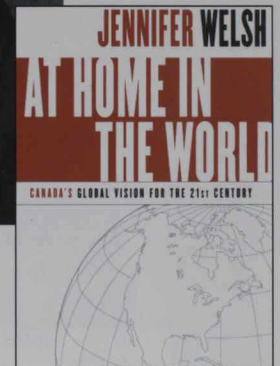
Le Canada peut aussi être un modèle sous un angle différent. Il peut montrer comment ancrer les fondations d'une société solide — à la manière d'un professeur ou d'un expert-conseil. Plutôt que de transplanter notre modèle dans les autres pays, notre politique étrangère peut aider les autres à s'aider eux-mêmes. Contribuer à l'instauration d'un régime au lieu d'imposer un changement de régime. Dans cette tâche, le Canada est davantage un collaborateur ou un partenaire qu'un occupant aux visées impérialistes. En d'autres termes, nous devenons un modèle plutôt que le modèle.

L'idée d'un Canada citoyen modèle offre une alternative à l'image de nous-mêmes que nous cultivons depuis longtemps, celle d'une puissance intermédiaire. À mon avis, cette alternative tombe à point nommé. Nous ne vivons plus dans un système international où les grandes puissances se regardent en chiens de faïence et où des puissances plus petites, comme le Canada, déploient tout leur talent pour trouver leur propre voie. Nous vivons plutôt aujourd'hui dans un monde à hégémonie unique qui, d'une part, requiert moins d'amis pour faire le travail, mais, d'autre part, exige des démonstrations d'allégeance plus tangibles. Ces changements ont rendu les tactiques des puissances moyennes beaucoup plus difficiles à appliquer.

« Nous devrions concevoir le Canada non plus en termes classiques, c'est-à-dire comme une moyenne puissance, mais plutôt comme un citoyen dans le cercle des États-nations. En fait, je crois que le Canada a tout ce qu'il faut pour devenir un citoyen modèle en ce XXI^e siècle. »



photo : Robert Thompson/AEC



At Home in the World: Canada's Global Vision for the 21st Century, par Jennifer Welsh (Toronto : HarperCollins, 2004)

Les générations plus jeunes ne sont guère enthousiastes à de l'idée de voir leur pays considéré comme une puissance moyenne. Les expériences formatrices des jeunes Canadiens — et surtout leur contact avec les médias internationaux et Internet, qui transcende les frontières — ont fait d'eux des êtres fondamentalement internationalistes. Ils ont l'intime conviction de pouvoir accomplir de grandes choses dans le monde. Être une moyenne puissance, c'est se contenter de la médiocrité.

La citoyenneté modèle n'est pas une recette pour multiplier les engagements et les activités du Canada sur la scène internationale. Pour donner corps à ma vision, le Canada doit concevoir son rôle international selon des modalités plus stratégiques. Et qui dit stratégie dit aussi choix. Ne pas être tout à la fois pour tous. Ne pas essayer de voler la manchette dans chaque dossier international. Mais choisir les domaines où nous voulons contribuer et où nous pouvons utiliser nos ressources (humaines et financières) à bon escient. Cela signifie encourager les autres pays à atteindre les objectifs du Millénaire fixés par les Nations Unies en matière de développement et de réduction de la pauvreté; être le chien de garde des droits de la personne, surtout dans le contexte de la « guerre au terrorisme »; et réformer les institutions de la gouvernance mondiale.

Cependant, le programme officiel du gouvernement ne suffit pas. J'aimerais nous amener à concevoir notre pays non pas simplement comme le Canada, avec un « C » majuscule — la personne morale représentée par un drapeau ou les

fonctionnaires —, mais aussi comme entité regroupant les *Canadiens*. La politique étrangère n'est pas une chose que les autres font, « quelque part là-bas ». Beaucoup d'entre nous, chacun à sa façon, y contribuent déjà. Et même si la citoyenneté mondiale se heurte encore à d'importants obstacles, nous pouvons et devrions, en tant qu'individus, pousser encore plus loin l'engagement du Canada dans les affaires mondiales. Le Canada est notre patrie certes, mais nous sommes citoyens du monde. 🍁

Pour mieux connaître le profil de M^{me} Jennifer Welsh et son point de vue sur le concept de citoyen modèle et d'institutions multilatérales, veuillez visionner la Webdiffusion présentée sur le site de la Politique internationale du Canada. Ce site, géré par la Direction de la politique stratégique d'Affaires étrangères Canada, fournit des informations, des opinions et des analyses sur les questions clés qui concernent le rôle du Canada au sein de la communauté internationale. Il expose les fondements de la politique internationale canadienne et donne un aperçu des nouvelles façons de penser en matière de politique. Visitez ce site à l'adresse www.international.gc.ca/cip-pic.

UN NOUVEAU MINISTRE

M. Pierre Pettigrew se réjouit à la perspective d'assumer un « portefeuille extrêmement valorisant, bien qu'exigeant » en tant que nouveau ministre des Affaires étrangères du Canada.

« Ma priorité absolue, qui compte parmi les objectifs essentiels du gouvernement du Canada, consiste à élaborer un cadre de politique internationale intégré, par l'entremise de l'Examen de la politique internationale qui doit être présenté au Parlement au cours de l'automne, indique-t-il. Aujourd'hui plus que jamais, le monde a besoin des qualités que le Canada et les Canadiens possèdent en abondance. »

M. Pettigrew a fait son entrée au Cabinet en janvier 1996 en tant que ministre de la Coopération internationale et ministre responsable de la Francophonie. De 1996 à 1999, il a exercé les fonctions de ministre du Développement des ressources humaines et, de 1999 à 2003, celles de ministre du Commerce international. De décembre 2003 jusqu'à sa

nomination aux Affaires étrangères en juillet dernier, il a été ministre de la Santé, ministre des Affaires intergouvernementales et ministre responsable des langues officielles.

Ancien consultant auprès d'entreprises négociant sur les marchés internationaux, M. Pettigrew a exercé les fonctions de conseiller en politique étrangère auprès du premier ministre de 1981 à 1984 et de directeur du Comité politique de l'Assemblée de l'OTAN à Bruxelles de 1976 à 1978. M. Pettigrew est bachelier en philosophie de l'Université du Québec à Trois-Rivières et titulaire d'une maîtrise en relations internationales du Collège Balliol (Université d'Oxford), au Royaume-Uni. 🍁



Pierre Pettigrew, ministre des Affaires étrangères

Pour de plus amples informations sur le ministre des Affaires

étrangères et celui du Commerce international, veuillez consulter www.international.gc.ca.

PLANÈTE AUTOCHTONE

Au terme de la Décennie internationale des populations autochtones des Nations Unies, les Autochtones ont enregistré des progrès aussi bien au Canada qu'à l'étranger, mais il reste encore beaucoup à faire.

Plantés sur une falaise, au pied des Rocheuses, dominant les plaines de l'Ouest canadien balayées par le vent, les touristes peuvent être pardonnés de perdre la notion du temps et de l'espace. Au précipice aux bisons Head-Smashed-In, site du patrimoine mondial de l'UNESCO dans le Sud de l'Alberta, ils peuvent imaginer les paysages et la rumeur d'un lointain passé, lorsque de vastes troupeaux de bisons parcouraient les Prairies et assuraient nourriture et vêtements aux Pieds-Noirs qui les chassaient à l'automne en les amenant savamment à se jeter dans le vide pour les dépecer plus bas.

Cette scène de chasse, qui s'est répétée durant 6 000 ans, s'est soudainement arrêtée vers la fin du XIX^e siècle avec l'arrivée des colons européens qui ont apporté avec eux de nouvelles maladies, exterminé presque tous les bisons et aboli à tout jamais un mode de vie.

Aujourd'hui, et grâce aux Autochtones qui servent de guides, l'ancien site témoigne d'une culture aussi riche que complexe, qui s'est étendue sur des millénaires en harmonie avec la terre et l'eau. En rendant hommage à un passé révolu, le précipice aux bisons Head-Smashed-In révèle aux visiteurs venus du monde entier des valeurs et traditions chères au cœur des Autochtones et profondément enracinées dans la société canadienne. Il rappelle aussi que les nouveaux arrivants en Amérique du Nord n'auraient pu survivre sans l'aide des peuples autochtones qui les ont aidés à surmonter les défis du climat et de la géographie.

Le site est aussi le symbole poignant d'une histoire, de rapports complexes, de valeurs, d'objectifs et d'aspirations qu'ont en commun les premiers peuples du Canada et du monde entier et tous ceux qui sont arrivés par la suite.

Patrie et pays de naissance

On retrouve au Canada trois groupes indigènes qui représentent environ 1,4 million d'habitants sur les 31 millions que compte le pays : les Inuits qui résident en grande majorité dans le Nord, environ 630 Premières nations, le groupe le plus considérable, et les Métis, une population d'origine mixte descendant des Premières nations et d'Européens. On les



photo : précipice aux bisons Head-Smashed-In

appelle collectivement peuples autochtones, mais chaque groupe a son propre patrimoine, sa culture, sa langue, ses traditions et ses croyances. On a recensé plus de 50 langues parmi les Premières nations. D'ailleurs, le nom « Canada » vient d'un mot de la langue de la Nation huronne signifiant « village » ou « peuplement ».

Bien que la constitution reconnaisse les droits des autochtones et des droits issus de traités au Canada, les peuples autochtones, tout comme les cultures indigènes dans les autres pays, ont rencontré de nombreux obstacles.

Au terme de la Décennie internationale des populations autochtones à la fin décembre, ces dernières pourront constater les progrès réalisés ainsi que les défis relevés au cours des 10 dernières années.

Parmi les principaux acquis au Canada, citons le Rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones (1996) qui formulait, entre autres recommandations, la nécessité pour les peuples autochtones de se doter d'un gouvernement autonome. En réponse à ce rapport, le gouvernement du Canada a publié *Rassembler nos Forces — Le plan*

d'action du Canada pour les questions autochtones, un plan en vue du renouvellement du partenariat avec les peuples autochtones, appelé à renforcer l'autonomie et à soutenir des collectivités, des populations et des économies dynamiques.

Imbriqué dans le tissu canadien, le précipice aux bisons Head-Smashed-In rend hommage à un passé révolu. Ce vestige du passé fait connaître aux visiteurs les valeurs et les traditions perpétuées par les autochtones.

On retrouve au Canada trois groupes indigènes qui représentent environ 1,4 million d'habitants sur les 31 millions que compte le pays : les Inuits; environ 630 Premières nations; et les Métis.

On les appelle collectivement peuples autochtones, mais chaque groupe a son propre patrimoine, sa langue, ses traditions et ses croyances.

Le rapatriement d'importants objets culturels, comme les restes ancestraux figurant dans des collections publiques et privées, a suscité un plus grand respect pour les concepts de propriété et de traitement approprié du patrimoine culturel des Premières nations.

Des progrès ont été réalisés dans le règlement des revendications territoriales des autochtones et l'établissement de gouvernements autonomes, de même que sur le plan des accords inauguraux concernant le partage des ressources. Toutefois, dans le cas de nombreuses Premières nations, les progrès concernant l'autonomie et les revendications territoriales ont été désespérément lents. Il existe toujours une grande disparité entre la qualité de vie de nombreux peuples autochtones et celle des autres Canadiens.

La politique et les programmes concernant les Autochtones au Canada continuent de progresser pour répondre à ces problèmes. Le premier ministre, Paul Martin, et le gouvernement du Canada ont déclaré qu'une amélioration sensible de la qualité de vie des Autochtones était l'une de leurs grandes priorités. Une table ronde consacrée aux affaires autochtones au Canada, qui s'est tenue au printemps, a offert une occasion sans précédent à plus de 40 membres du Cabinet fédéral, du Sénat et de la Chambre des communes de se réunir avec 70 dirigeants autochtones de tout le pays afin d'établir un nouveau type de relation. À la suite de la table ronde, le premier ministre a annoncé une série d'étapes, dont la publication d'un rapport sommaire qui servirait de plan d'action, une série de tables rondes pour le suivi et la préparation d'une fiche de rendement afin d'assurer des résultats quantifiables.

Le programme international

Fidèle à son soutien de longue date aux Nations Unies et à ses préoccupations au sujet des peuples autochtones, le gouvernement du Canada a donné son appui à l'objectif de la Décennie, soit celui de « renforcer la coopération internationale afin de résoudre les problèmes qui se posent aux peuples autochtones » dans des domaines comme les droits de la personne, l'environnement, le développement, l'éducation et la santé.

Le Canada a dirigé ou soutenu un certain nombre de projets et initiatives en rapport avec la Décennie. En 2002, par exemple, les représentants d'environ 20 organisations autochtones et organisations non gouvernementales canadiennes



Nouvelles relations : Le premier ministre Paul Martin prend part à une cérémonie autochtone de purification par la fumée avant le début de la Conférence des premiers ministres sur la santé à Ottawa.

Un passé commun : Des tipis autochtones ont été dressés en face de la Colline du Parlement à Ottawa à l'occasion d'une exposition spéciale du Musée canadien des civilisations.



ont participé à la séance inaugurale de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones, l'un des principaux objectifs de la Décennie. Le Canada est l'un des deux seuls pays ayant deux ressortissants, M. Wayne Lord et M. Wilton Littlechild, au sein du comité de l'Instance qui compte 16 membres et qui a pour mandat de fournir des avis d'experts aux Nations Unies en rapport avec le développement socio-économique, la culture, les droits de la personne, l'environnement, l'éducation et la santé des peuples autochtones.

Le Canada a joué un rôle particulièrement actif dans le cadre des Nations Unies pour l'adoption de la Déclaration sur les droits des peuples autochtones. Grâce au soutien d'Affaires étrangères Canada (AEC), les organisations autochtones ont pu participer à la préparation du document préliminaire.

M. Phil Fontaine, chef national de l'Assemblée des Premières Nations, une organisation représentant les collectivités des Premières nations à travers le Canada, déclare que la Décennie des Nations Unies a suscité une sensibilisation à l'égard des défis qui se posent aux peuples autochtones dans le monde, et il aurait même souhaité qu'elle aille plus loin.

« Nous sommes déçus du fait que la Déclaration sur les droits des peuples autochtones n'ait pas encore été finalisée, de dire M. Phil Fontaine. D'autre part, il y a 10 ans l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones n'existait même pas. Par conséquent, même s'il reste encore beaucoup à faire, nous avons réalisé d'importants progrès. »

Collaboration à l'échelle mondiale

Les efforts que déploie le Canada sur le plan international au sujet des populations autochtones sont des plus ambitieux. À titre d'exemple, le Canada a dépêché des délégations dans des pays comme le Chili, l'Argentine et le Brésil pour partager son expérience dans des domaines comme la police et la justice au sein des collectivités autochtones. M. Jeffrey Marder, directeur adjoint à la Direction des affaires autochtones et circumpolaires d'AEC, déclare que les méthodes autochtones traditionnelles appliquées au Canada, comme les cercles de guérison plutôt que l'incarcération, « sont non seulement efficaces et peu onéreuses, mais aussi susceptibles d'être appliquées ailleurs ».

Parmi les autres initiatives internationales figure l'échange sur le plan du développement économique établi par le ministère du Développement maori en Nouvelle-Zélande et Affaires indiennes et du Nord Canada, afin de promouvoir la collaboration entre les Maoris et le conseil tribal des Nisga'a en Colombie-Britannique.

Le Canada collabore présentement avec le gouvernement du Pérou par l'entremise de l'Organisation panaméricaine de la santé afin d'élaborer un programme de traitement de l'abus des solvants à l'intention de la population autochtone, à l'exemple de celui qui est appliqué au Canada.

Le Canada et le Mexique ont travaillé de concert pour susciter des possibilités de rapports commerciaux coopératifs entre peuples autochtones, ce qui a donné lieu à de nombreuses rencontres et voyages d'études entre les deux pays, consacrés au développement, à l'éducation et à d'autres questions.



photo : PC (Colin Cormeau)

Un modèle dans le Nord

Un certain nombre d'efforts canadiens consacrés aux questions autochtones ont été reconnus sur le plan international. Par exemple, la création il y a cinq ans du Nunavut, dont la population est à 85 p. 100 inuite et qui couvre un cinquième du sol canadien, est considérée comme un grand pas en avant vers l'autonomie des Autochtones. Les négociations ayant mené à cette création ont été reconnues en 2004 dans le Rapport mondial sur le développement humain des Nations Unies et citées comme exemple de partage des pouvoirs.

« Historiquement, les Inuits ont toujours contrôlé les divers aspects de leur vie. Mais les missionnaires, puis la Gendarmerie royale du Canada, le gouvernement du Canada et même la création de collectivités ont entraîné une détérioration du mode de vie traditionnel et nomade », déclare M. Stephen Hendrie, directeur des communications du *Inuit Tapiriit Kanatami* qui représente les 45 000 Inuits du Canada. « La création du gouvernement du Nunavut a été un processus de modification de la carte du Canada, remarquablement paisible, qui a fait appel à des instruments démocratiques ayant permis d'atteindre des résultats satisfaisants à la fois pour les Inuits et les autres Canadiens. »

Étant donné l'importance que revêt le Nord pour l'identité canadienne et pour le reste du monde, le gouvernement du Canada a créé une vision pour le pays dans le monde circumpolaire, appelée la Dimension septentrionale de la politique étrangère du Canada. Ses objectifs globaux sont l'amélioration de la sécurité et de la prospérité des Canadiens et la conversion de la région entourant le cercle polaire en une entité géopolitique dynamique.

Célébration de la contribution des Autochtones à la société canadienne : Marissa Tacan, membre de la Première nation de Sioux Valley, danse à la Journée nationale des autochtones cette année à Brandon (Manitoba).

La création il y a cinq ans du Nunavut est considérée comme un grand pas en avant vers l'autonomie des Autochtones. Les négociations ayant mené à cette création ont été reconnues en 2004 dans le Rapport mondial sur le développement humain des Nations Unies et citées comme exemple de partage des pouvoirs.

Le Canada collabore avec d'autres pays circumpolaires à la résolution de questions communes, comme la sécurité humaine, le progrès économique durable et l'environnement. Parmi les principales priorités canadiennes figurent le renforcement du Conseil de l'Arctique, un forum regroupant six organisations autochtones et huit États de l'Arctique de même que la création d'une Université de l'Arctique.

Une plus grande sensibilisation

La culture, les langues et l'expression artistique des Autochtones jouent un rôle primordial au sein d'une société canadienne dynamique — et contribuent à souligner le caractère de notre pays dans un grand nombre de domaines. Parmi les artistes autochtones dont la réputation s'étend bien au-delà de nos frontières, citons les musiciens Robbie Robertson et Susan Aglukark, le chef d'orchestre et compositeur John Kim Bell, le peintre Norval Morrisseau et la sculpteur Susan Point dont l'œuvre *Le Castor et le vison* a été offerte par le Canada au nouveau National Museum of the American Indian, de la Smithsonian Institution, à Washington, D.C. (voir p. 20).

Parmi les jeunes autochtones, personne ne se compare à Jordin Tootoo, le premier athlète inuit sélectionné par la Ligue nationale de hockey. Membre des *Predators* de Nashville, il est le meilleur athlète qu'ait produit le Nord canadien à ce jour.

D'innombrables efforts sont consacrés au renforcement des cultures, des langues et des modes de vie traditionnels des peuples autochtones afin de promouvoir leur fierté, leur identité et des collectivités plus solides. En 1999, par exemple, le réseau de télévision des peuples autochtones est devenu le premier réseau de télévision national à offrir des programmes conçus par des Autochtones, à leur propre



Beaucoup d'efforts sont consacrés au renforcement des cultures, des langues et des coutumes traditionnelles des Autochtones, dans le but de favoriser des communautés solides et fières de leur identité.

intention et traitant de leurs propres affaires. Ces programmes sont présentement offerts à neuf millions de foyers canadiens.

Durant la Décennie des Nations Unies, le Canada a célébré la Journée internationale des populations autochtones tous les 9 août et la Journée nationale des Autochtones tous les 21 juin par la programmation de thèmes et d'activités visant à promouvoir, sur le plan international, une meilleure connaissance des questions et des contributions apportées par les populations autochtones à la société canadienne. Chaque printemps, le Prix national d'excellence décerné aux Autochtones vient couronner les réalisations professionnelles au cours d'une cérémonie conçue pour renforcer l'estime de soi parmi les collectivités autochtones et offrir des modèles à imiter par les jeunes. Il y a aussi des événements régionaux, comme le Prix d'excellence décerné aux jeunes Autochtones du Manitoba.

Perspectives d'avenir

L'un des moyens de favoriser le développement économique durable est de miser sur le tourisme, qui devient de plus en plus attrayant à mesure que les peuples autochtones envisagent de nouvelles possibilités sur le plan du commerce et de la création d'emplois. Le tourisme de type « culturel » offre un véritable potentiel, car il permet aux Autochtones de partager les multiples facettes de leurs coutumes, traditions et arts, ainsi que de leur rapport à la terre.

« On observe une forte demande sur le marché du tourisme culturel, ce qui peut se traduire par des débouchés commerciaux réels dans le cas des peuples autochtones au Canada et des peuples indigènes à travers le monde », déclare

M. Barry Parker, conseiller en tourisme national à Affaires indiennes et du Nord Canada et membre de la Première nation de l'Okanagan.

« En même temps, cela offre une plateforme à partir de laquelle les autochtones peuvent rehausser, soutenir, renforcer et protéger leurs cultures, ajoute-t-il, aussi longtemps que le tourisme autochtone sera développé dans la dignité et le respect des cultures, des collectivités et de l'environnement. »

Beaucoup d'efforts seront encore nécessaires avant que le tourisme ne devienne une composante durable de l'économie autochtone. Une organisation nationale, Tourisme autochtone Canada, travaille avec ses homologues provinciales et les ministères fédéraux, provinciaux et territoriaux, ainsi qu'avec le reste de l'industrie touristique et les groupes autochtones, à l'élaboration d'un plan d'entreprise pouvant engendrer le progrès socio-économique au profit des générations futures.

Il y aurait lieu de tirer de nombreuses leçons de l'histoire des peuples autochtones du Canada, en participant aux activités traditionnelles, en admirant leurs œuvres d'art et en apprenant les récits et légendes légués à travers les générations. Nulle part ailleurs, la notion du présent et du passé, le sentiment d'espoir et de lutte ainsi que les liens puissants avec la terre ne se manifestent probablement de façon plus intense qu'au précipice aux bisons Head-Smashed-In.

Là-bas, le vent semble charrier les voix obsédantes d'une civilisation qui, encore aujourd'hui, demande à être comprise, soutenue et reconnue et qui exprime le besoin d'œuvrer — aussi bien au pays qu'à travers le monde — en vue de remplir la promesse d'un meilleur avenir pour ceux qui nous ont précédés. ❁

Connexions mondiales

Les Autochtones canadiens utilisent de plus en plus la technologie pour se connecter les uns aux autres — et avec le reste du monde. Grâce à une multitude de programmes, de ressources, de sites Web et autres outils de haute technologie, ils peuvent se renseigner, obtenir une formation et établir des liens commerciaux avec leurs homologues de l'étranger.

Les étudiants autochtones dans les collectivités peu nombreuses ou éloignées peuvent élargir leurs possibilités d'apprentissage en se connectant au réseau Premières nations sur Rescol (www.rescol.ca/autochtone), un programme d'Industrie Canada dont le déploiement dans les écoles est assuré par les organisations des Premières nations. Ils peuvent se servir d'Internet pour faire des recherches et développer leurs compétences en informatique, tandis que les écoles dotées de la connexion à grand débit leur offrent des outils pédagogiques supplémentaires, par exemple des vidéoconférences et des cours en ligne.

« Grâce au téléapprentissage, les gens qui habitent ces petites collectivités éloignées ont les mêmes chances que les personnes vivant en ville », déclare M. Randy Johns, directeur de la Keewatin Career Development Corporation, qui offre ce service aux écoles de la Saskatchewan et de l'Alberta.

Le Portail des Autochtones au Canada (www.autochtones-aboriginal.gc.ca), fruit d'un partenariat entre le gouvernement du Canada et six organisations autochtones, est un « guichet unique » pour les ressources, contacts, programmes et services en ligne dans des domaines comme la culture, l'éducation et la santé. Y contribuent des associations, entreprises, bandes, organismes communautaires et médias autochtones, les neuf ministères fédéraux ayant un mandat autochtone, les administrations gouvernementales et associations provinciales ainsi que des organisations autochtones du monde entier.

« Cela va au-delà de la technologie; nous rapprochons les gens », fait observer M^{me} France Beauvais, gestionnaire du portail, en ajoutant que le site canadien est vu comme un modèle par d'autres pays ayant une population autochtone, comme le Brésil, le Chili et le Mexique. « Ce serait bien d'avoir un portail universel où tous les pays pourraient établir des liens entre eux et partager leurs idées et leurs pratiques exemplaires. »

Les nouvelles internationales sont le centre d'intérêt de Planète autochtone (www.international.gc.ca/planeteautochtone), une publication mensuelle en ligne d'Affaires étrangères Canada qui présente des articles sur les activités autochtones partout dans le monde et celles de nature internationale qui se tiennent au Canada.

Pour ceux et celles qui font du commerce international, la Foire commerciale virtuelle autochtone du Canada (www.vats.ca) est un site Web qui fait la promotion des produits et services d'exportation autochtones au Canada et à l'étranger. Le site met en vedette les entreprises autochtones œuvrant dans les domaines des arts, de la culture, de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de l'environnement et des ressources naturelles, entre autres. Les entreprises autochtones canadiennes peuvent s'inscrire à ce site, qui est offert en plusieurs langues.



Une étoile du Nord : (de gauche à droite) Victor Tootoo et Tara Tootoo de Rankin Inlet au Nunavut regardent leur cousin, Jordin Tootoo, faire des exercices d'échauffement avant une partie avec les *Predators* de Nashville lors de la dernière saison de la LNH.

LE RENOUVEAU AUTOCHTONE

Sur le plan culturel, les artistes autochtones du Canada s'affirment avec une nouvelle assurance qui se fait sentir partout dans le monde.

La culture autochtone s'est de tout temps fait connaître à travers ses sculptures, ses gravures et ses vêtements traditionnels qui dépeignent la nature et les traditions autochtones. Toutefois, on verra davantage les artistes autochtones d'aujourd'hui concevoir des vestes de cuir, enregistrer des disques compacts, jouer dans des superproductions ou mettre en place des installations artistiques avant-gardistes.

La culture autochtone, sans perdre le contact avec son histoire, est devenue de plus en plus contemporaine, internationale et tendance, selon M. Gerald McMaster, artiste de la Nation Siksika non loin de Calgary en Alberta et conservateur en chef du National Museum of the American Indian de la Smithsonian Institution qui vient d'être inauguré à Washington, D.C.

« Les Indiens de l'Amérique tout entière vivent une époque de renouveau, observe M. McMaster. Nous maîtrisons mieux notre histoire culturelle et sommes plus aptes à nous exprimer en notre nom avec autorité. »

M^{me} Angela De Montigny, créatrice de mode dont les sacs à main, vestes, manteaux et autres vêtements s'inspirent du patrimoine des Six Nations et se vendent fort

Prise de position contemporaine : *White Thread* de l'artiste autochtone, Rebecca Belmore, qui s'exprime grâce à divers médias dont l'installation et la performance.

bien à l'étranger est d'accord avec M. McMaster. « Les Autochtones ne pourraient choisir meilleur moment pour s'efforcer de percer sur le marché international. »

En effet, avec l'intérêt grandissant pour la production culturelle et artistique autochtone, notamment pour la musique, la sculpture ainsi que les arts visuels, de la scène et du spectacle, on est bien conscient que les artistes autochtones à même de s'exprimer sur la scène mondiale sont de plus en plus nombreux.

« Un grand nombre de talents commencent à se manifester dans les collectivités autochtones de l'ensemble du pays », constate M. George Leach, acteur et musicien membre de la Nation Sta'atl'imx du Sud de la Colombie-Britannique, qui a lancé son premier album de blues en 2000 et qui vient tout juste de se voir offrir un rôle principal dans la série télévisée *Into the West* de Steven Spielberg, qu'on présentera sur le réseau TNT.

La haute couture, à la fois très concurrentielle et sélecte, est l'un des domaines où les Autochtones remportent un grand succès. Au printemps dernier, plusieurs couturiers autochtones canadiens, dont De Montigny, D'Arcy Moses, Pam Baker et Tammy Beauvais, ont présenté un défilé de mode d'envergure internationale à l'occasion de la Toronto Fashion Week, manifestation au cours de laquelle des couturiers du monde entier lancent leurs nouvelles collections.

Les artistes autochtones du monde entier se hissent à la fine pointe du progrès. À titre d'exemple, le festival Planet IndigenUs, qui s'est déroulé au Harbourfront Centre de Toronto en août dernier, a présenté plus de trois cents artistes issus des cultures autochtone et indigène du monde entier, aussi bien



photo : Lenore C. Farrell

Haute couture : Les créations d'Angela De Montigny s'inspirent du patrimoine des Six Nations. Elles se vendent fort bien à l'étranger.

des musiciens que des gens des milieux du spectacle et des arts visuels. Ce festival a attiré plus de 150 000 visiteurs sur une période de dix jours. « Ce fut là une occasion de pousser la réflexion sur ce que sont l'art, l'identité et la culture indigènes, de dire l'organisatrice de l'événement, Denise Bolduc. »

M^{me} Rebecca Belmore, artiste autochtone de Vancouver, qui crée des installations et des œuvres de performance, représentera le Canada l'année prochaine à la Biennale de Venise, la plus prestigieuse exposition internationale d'art contemporain.

« Je travaille actuellement à une exposition très évocatrice qui se veut le reflet de la production artistique et de la société canadiennes dans le monde d'aujourd'hui, déclare M^{me} Belmore, membre de la Nation Anishinabekwe du Nord de l'Ontario et artiste réputée pour son travail qui incite à la réflexion et qui sait émouvoir les spectateurs. L'une des œuvres qu'elle présentera à cette exposition combine la vidéo, le son, la performance et une installation pour dénoncer avec force le meurtre des femmes de la rue à Vancouver.

« Je cherche à décrire la vie quotidienne, explique-t-elle, pour montrer ce qu'est notre société à l'heure actuelle. »

Consultez le *Spirit Magazine* (www.spiritmag.ca), le magazine des arts, de la culture et de l'actualité autochtones.



QUAND COMMERCE ET TRADITION SE CONJUGUENT

Les femmes autochtones fondent des entreprises — certaines dans des domaines surprenants — qui réussissent autant à l'étranger qu'au Canada.

Lorsque M^{me} Ellen Melcosky a entrepris, il y a neuf ans, de vendre du saumon sauvage du Pacifique en conserve, elle a commencé avec la recette traditionnelle de la Première nation Esketemc à laquelle sa mère appartenait, puis elle y a apporté sa touche personnelle : vivant dans la région viticole de la vallée de l'Okanagan en Colombie-Britannique, elle a ajouté du vin blanc sec à la formule de saumure. Son saumon mariné, cuit à la vapeur et hermétiquement emballé dans des sachets en pellicule d'aluminium, se conserve sur les tablettes des magasins jusqu'à cinq ans, ce qui est idéal pour les marchés d'exportation.

Le financement de sa nouvelle société, Little Miss Chief, est venu de sa famille et de ses amis. « Aucune institution financière n'aurait prêté à une femme qui n'avait jamais emprunté, se rappelle-t-elle. Les Services autochtones du SACO, organisme sans but lucratif qui soutient les nouvelles entreprises autochtones, l'ont aidée à dresser un plan d'affaires.

L'originalité de son produit et le dynamisme de sa stratégie de commercialisation ont porté leurs fruits. Au bout d'un an, l'entreprise vendait déjà son saumon partout au Canada, ainsi qu'aux États-Unis et en Espagne; et aujourd'hui, les exportations représentent 15 p. 100 de ses ventes.

Dene Fur Clouds, une entreprise de Fort Providence (Territoires du Nord-Ouest), est une autre société qui mise sur la tradition. Les gants, bandeaux, chapeaux et autres vêtements pour hommes et pour femmes qu'elle confectionne avec de la fourrure provenant de l'Arctique, tissée en laine lavable, allient le côté pratique au style et aux motifs autochtones. La société a attiré

l'attention du monde entier à la Semaine de la mode de Toronto au printemps dernier. Elle vise un marché haut de gamme : l'après-ski au Canada, aux États-Unis et en Europe. « Les gens désirent des articles d'après-ski à la fois pratiques et mode qui soient traditionnels et non ultramodernes, explique la présidente Judy Magrum. Il semble que les gens aiment la culture et la mentalité autochtones qui inspirent nos produits. »

M^{me} Pam Baker, de North Vancouver (Colombie-Britannique), est un autre exemple de femme autochtone chef d'entreprise qui a bien réussi dans les milieux de la mode à l'étranger. Sa société, Touch of Culture Legends, exporte 40 p. 100 de sa production, principalement des vêtements sport et prêts-à-porter aux motifs et dessins de la côte Nord-Ouest d'inspiration indéniablement autochtone.

Les femmes autochtones chefs d'entreprise au Canada exportent également des produits qui sont loin d'être traditionnels. La société SMS Plastics & Molding de Crossfield (Alberta) fabrique des produits en plastique dotés de systèmes de traitement d'eau destinés aux pays en développement où, comme l'explique la présidente Joanne Penner, ils « répondent à un réel besoin d'eau propre et abordable ». M^{me} Penner a fait franchir à ses exportations une étape nouvelle avec la construction d'une usine au Bangladesh.

Dans le monde hautement technologique de la production de vidéos et de films, les actrices autochtones Jennifer Podemski et Laura Milliken ont lancé les productions Big Soul en 1999, une société qui produit des films, des vidéos et des émissions de télévision. Leur émission *Moccasin Flats*, une série



photo : Entreprise autochtone
Canada/Industrie Canada

Joanne Penner de Crossfield (Alberta) : Exporter d'autres produits que des produits traditionnels.

dramatique télévisée mettant en vedette des acteurs autochtones dans un ghetto autochtone à Regina, en est à sa deuxième saison.

M^{me} Podemski a présenté *Moccasin Flats* au Festival Sundance et au Festival de Cannes. Le style très réaliste et le retentissement international de la série l'ont fait vendre à la Nouvelle-Zélande et ont suscité l'intérêt d'autres pays.

« L'émission *Moccasin Flats* traite de la vie autochtone, mais nous avons vite compris qu'elle intéressait un auditoire beaucoup plus large, ce qui représente une percée importante pour les exportations autochtones, explique M^{me} Podemski. Nous, les Autochtones, nous pouvons produire un produit commercialisable sans avoir à trahir notre culture. » ♦

**Nous vous invitons à lire à l'adresse ci-après
La voie du succès, un nouveau guide à l'intention des femmes autochtones qui envisagent de se lancer en affaires :
www.ainc-inac.gc.ca/ps/ecd/js/journ_f.html.**

Pour être au fait des dernières nouvelles sur le commerce autochtone, consultez le numéro de novembre de *CanadExport*, magazine bimensuel de Commerce international Canada portant sur l'investissement et le commerce. Vous pouvez consulter les anciens numéros et les archives du magazine à www.canadexport.gc.ca.

UN POSTE UNIQUE EN SON GENRE, UNE PERSPECTIVE MONDIALE

photo : Robert Thompson/AEC



En tant qu'agente autochtone du service extérieur, M^{me} Deborah Chatsis a exercé une profonde influence tant au Canada qu'à l'étranger.

Pour prononcer le discours de remise des diplômes aux finissants de l'école secondaire de la réserve Ahtahkakoop, dans le centre de la Saskatchewan, l'an dernier, M^{me} Deborah Chatsis a dû faire le tour de la planète.

Parmi les haltes effectuées, notons Nairobi, Beijing, Bogota, Miami, Genève, New York et Ottawa, autant d'endroits où M^{me} Chatsis a travaillé pour le service extérieur du Canada au cours des 15 dernières années.

Prendre la parole à l'occasion de la remise du diplôme de sa nièce l'a mise « un peu mal à l'aise » a-t-elle déclaré, d'autant plus que l'auditoire se composait en grande partie de membres de la famille et d'amis. Néanmoins, elle a prononcé son discours avec une passion soutenue : une foule de débouchés attendent les diplômés.

La carrière de M^{me} Chatsis en témoigne. Pendant son enfance passée près de la réserve de Prince Albert, en Saskatchewan, sa curiosité pour le monde s'est éveillée lorsqu'elle a exploré une vieille malle de souvenirs que ses parents avaient réunis lorsque son père était en poste en Allemagne dans les Forces canadiennes, à la fin des années

1950. À l'université, elle a tout d'abord fait des études d'ingénieur, puis de droit. Enfin, désireuse de travailler à l'étranger, elle est entrée au service extérieur. Elle n'a pas tardé à partir en formation à l'étranger, à Nairobi, et sa première affectation l'a menée à Beijing en 1990, où elle s'occupait des visas et des services consulaires.

La Chine l'a fascinée en raison des liens qu'elle ressentait entre les peuples de l'Amérique du Nord et de l'Asie aussi bien que du déluge de dossiers consulaires et d'immigration qu'a reçus son bureau pendant la période d'après la place Tiananmen. « J'ai aimé la culture, les voyages et j'ai pris plaisir à rencontrer les gens et à me faire des amis. Il a été difficile de partir. »

Ensuite, une année passée à Bogota (Colombie), où elle a géré le programme d'immigration pour certaines régions de l'Amérique centrale et du Sud, a été marquée par de nouveaux défis, notamment des inquiétudes pour la sécurité du personnel de l'ambassade et des problèmes de logistique concernant les déplacements dans la région, qui ont hâté un transfert à Miami, où elle a poursuivi son travail pendant huit mois de plus.

Dans les postes qu'elle a occupés plus récemment à Ottawa et dans des missions du Canada à l'ONU, tant à Genève qu'à New York, M^{me} Chatsis s'est consacrée principalement au droit international humanitaire et au droit pénal, au désarmement, à la paix et à la sécurité ainsi qu'aux droits de la personne, surtout en ce qui concerne les peuples autochtones, travail pour lequel elle est particulièrement qualifiée.

« Il existe des préoccupations qui sont communes aux peuples autochtones du monde entier, et je peux faire appel à ma propre expérience pour remettre ces préoccupations dans leur contexte et aider à formuler la position du Canada, a-t-elle déclaré. La reconnaissance des droits des Autochtones a atteint un stade beaucoup plus avancé au Canada que dans bien d'autres pays. Néanmoins, il reste encore beaucoup à faire, et bien des améliorations peuvent encore être apportées. »

M^{me} Chatsis a joué un rôle central dans la rédaction et la négociation de la Convention d'Ottawa sur l'interdiction des mines terrestres. En 1998, elle a reçu le prix d'excellence du Conseil du Trésor du Canada et le prix des agents du service extérieur canadien, remis par l'Association professionnelle des agents du service extérieur, pour son travail dans ce dossier.

M^{me} Chatsis est maintenant en train de s'adapter à un nouveau rôle à Ottawa, celui de directrice adjointe de la Direction des droits de la personne, des affaires humanitaires et de la promotion internationale de la femme d'Affaires étrangères Canada.

Ses voyages et ses affectations à l'étranger, explique-t-elle, « lui ont paru difficiles parce qu'ils l'éloignaient de sa famille. Lorsqu'on entre au service extérieur, on est jeune et on ne connaît pas vraiment les conséquences de ce choix ». Pour sa part, elle a exercé une influence, qu'il s'agisse de sensibiliser les jeunes diplômés de la réserve d'Ahtahkakoop ou de contribuer, dans une certaine mesure, à promouvoir le rôle que joue le Canada dans le dialogue international sur les questions autochtones. ♣

Découvrez la brillante carrière de diplomate de James Bartleman dans un nouvel ouvrage intitulé *On Six Continents* (Toronto : McClelland & Stewart, 2004). Membre de la Première nation Mnjikaning, M. Bartleman a fait partie du service extérieur canadien pendant plus de 35 ans, notamment à la tête des missions diplomatiques du Canada auprès de l'Union européenne, de l'Australie, de l'Afrique du Sud, du Conseil de l'Atlantique Nord de l'OTAN, d'Israël, de Chypre et de Cuba. Il est actuellement lieutenant-gouverneur de l'Ontario et s'est fixé, entre autres priorités, la nécessité d'encourager les jeunes Autochtones.

PRÉSENTER NOTRE ACTUALITÉ

Jim Compton, aussi connu sous le nom de Sageeway Gheeshick, ou Jour levant, est un journaliste primé. Il est aussi directeur, producteur et animateur de télévision à Winnipeg. Ojibway de la Première nation Keeseekoose (Petit ciel), en Saskatchewan, et âgé de 47 ans, M. Compton a travaillé comme expert-conseil pour la Commission royale sur les peuples autochtones; il a aussi été pendant cinq ans directeur de la programmation au Aboriginal Peoples Television Network. Il est actuellement agent de développement à la station de télévision CHUM. Il raconte à *Regard sur le monde* les efforts qu'il déploie pour préserver la culture et les langues autochtones au Canada et ailleurs dans le monde.

J'arrive à peine d'un voyage en Terre sainte. Les diffuseurs et producteurs canadiens avaient été invités à venir prendre eux-mêmes le pouls de l'industrie médiatique et cinématographique israélienne, à l'occasion des festivals du film de Jérusalem et de Ramallah. Le visionnement de films et les rencontres avec les producteurs et directeurs ont évidemment occupé le gros de nos journées, mais cela n'a pas empêché notre groupe de visiter les nombreux sites de la plus sainte des places saintes.

Il y a, tout juste à l'extérieur de Jérusalem, une longue vallée sinueuse traversée par le Jourdain. Notre guide nous a expliqué que cela avait servi d'inspiration au 23^e psaume « *Quand je marche dans la vallée de l'ombre de la mort, je ne crains aucun mal, car tu es avec moi.* » Au bout se trouve le plateau même où Jésus a erré dans le désert pour y recevoir les visions qu'il a prêchées partout dans la contrée.

En me tenant là, debout, je n'ai pu m'empêcher de penser que nous, les Autochtones, venons à peine de sortir du désert, et que nous avons aussi une vision pour notre peuple au Canada. Cependant, au moment où se termine la Décennie internationale des peuples autochtones, décrétée par les Nations Unies, bon nombre d'entre nous sont encore perdus dans le désert. L'espérance de vie moyenne de notre peuple est de 48 ans. Nous avons le plus haut taux de diabète et de maladies cardiaques au pays. Le taux de mortalité infantile

chez les Autochtones est dix fois supérieur à la moyenne nationale. Et la plupart d'entre nous vivent dans une pauvreté abjecte.

Un rayon d'espoir subsiste toutefois. Nous avons été reconnus comme peuple dans la Constitution rapatriée et sommes maintenant couverts par la *Loi sur la radiodiffusion*. À la suite des recommandations de la Commission royale d'enquête sur les peuples autochtones, le rêve d'un réseau national entièrement autochtone est devenu réalité, et j'ai été moi-même, en 1999, le premier Autochtone directeur de programmation au monde. Enfin, nos chroniques allaient être présentées, et ce sont nos gens qui allaient le faire.

Le rêve d'un réseau national entièrement autochtone est devenu réalité, et j'ai été moi-même, en 1999, le premier Autochtone directeur de programmation au monde. Enfin, nos chroniques allaient être présentées, et ce sont nos gens qui allaient le faire. C'est là une lueur d'espoir dans la grisaille de nos communautés, le reflet de ce que nous sommes.

C'est là une lueur d'espoir dans la grisaille de nos communautés, le reflet de ce que nous sommes.

J'ai amorcé ma carrière de journaliste en écrivant des articles pour le bulletin

de l'université. Je rêvais alors de voir un Autochtone faire la lecture des nouvelles, comme Knowlton Nash à la CBC. Aujourd'hui, cela est une réalité. Un homme et une femme autochtones assument cette tâche. Je ne savais pas que cela se ferait dans le contexte d'un réseau autochtone, mais ainsi va la vie! L'important est de voir notre propre image sur l'un des médias les plus puissants du monde, la télévision, qui présente nos actualités et traite de nos problèmes.

Partout où je suis allé — Israël, France, Bagdad, Las Vegas, Festival du film de Sundance — les gens étaient ébahis d'apprendre que nous avions un réseau autochtone au Canada. En étant les premiers, nous avons inspiré les autres. J'étais en Nouvelle-Zélande ce printemps pour le lancement du Réseau de télévision maori. Les Aborigènes d'Australie déploient des efforts remarquables pour implanter aussi leur propre réseau, et on parle maintenant d'un réseau semblable aux États-Unis. Nous trouvons des moyens d'œuvrer ensemble et de montrer ce qui se fait dans les diverses régions du globe, malgré des budgets limités. Mais la route est encore longue. J'aimerais voir davantage de dramatiques et de coproductions et une plus grande collaboration à travers le monde. Avec l'aide de la communauté canadienne des diffuseurs et inspirés par le long chemin parcouru jusqu'ici, nous donnerons corps à cette vision. 🍁

Le journaliste Jim Compton : Une vision pour les Autochtones du Canada.



photo : avec la permission du APTN

DES MOTS QUI S'ÉTEIGNENT

À l'ère de la mondialisation, la disparition des langues autochtones soulève des inquiétudes et suscite des efforts de préservation.

Selon les linguistes, la moitié des langues parlées dans le monde risquent de disparaître d'ici le milieu du siècle. Parmi celles-ci figurent de nombreuses langues du Canada.

Au pays, la préservation de dizaines de langues autochtones revêt désormais la même urgence que celle que l'on constatait chez d'autres populations autochtones, de l'Australie à la Nouvelle-Zélande, en passant par Taïwan.

« Certains pourraient affirmer qu'un peuple sans langue n'en est plus un », s'inquiète M. Amos Key fils, directeur du département des langues des Premières nations du Woodland Cultural Centre établi près de Brantford, en Ontario. « Je ne veux pas entendre pareille remarque de mon vivant. »

Selon le Recensement de 2001, au Canada, à peine vingt-quatre pour cent des personnes désignées comme des Autochtones sont en mesure de s'exprimer dans la langue d'origine de leur groupe. La majorité de ces locuteurs parlent l'une des trois langues suivantes : le cri, l'ojibway ou l'inuktitut. Il n'est donc pas rare qu'une langue autochtone ne soit connue que d'une poignée d'aînés.

Des soixante à soixante-dix langues autochtones historiques du Canada, environ dix n'existent déjà plus, une douzaine sont en voie de disparaître et tout autant sont en danger.

Membre des Six Nations de la rivière Grand (Sud-Ouest de l'Ontario), M. Key fils raconte qu'à l'école primaire, « il était interdit d'enseigner les langues autochtones ».

La collectivité scientifique est d'avis que de telles campagnes d'assimilation — ajoutées à la diminution de la population autochtone, à l'accroissement de la



La clé du succès est de favoriser un contexte d'apprentissage des langues chez les jeunes autochtones. Voilà le défi.

mobilité, à l'omniprésence de la télévision et des technologies de communication et à l'existence de pressions économiques — pourraient entraîner la disparition, d'ici 2050, de la moitié des six à sept mille langues existant dans le monde. Elle nous met en garde contre les conséquences de ce déclin pour le maintien du savoir, de l'idéologie, de la créativité et du patrimoine des populations touchées ainsi que pour la protection des savoirs spécialisés (p. ex. les techniques de survie et les médecines traditionnelles).

En 2002, le gouvernement du Canada s'est engagé à allouer plus de 160 millions de dollars, sur une période de dix ans, à la préservation des langues et des cultures autochtones, mesure cruciale de l'avis des dirigeants autochtones.

« Il faut que l'État se rende compte qu'il ne s'agit pas d'une perte que pour nous, mais bien pour l'ensemble du pays », déclare M. Ron Ignace, chef du Groupe de travail sur les langues et les cultures autochtones, chargé de recommander des orientations au ministre du Patrimoine canadien.

Chef, jusqu'à l'année dernière, de la Première nation de Skeetchestn (près de Kamloops, en Colombie-Britannique), M. Ignace signale que la communauté internationale examinera le soutien offert par le Canada en matière de langues autochtones. Sa femme, M^{me} Marianne Boelscher Ignace, professeure agrégée au département

d'anthropologie et d'études sur les Premières nations de l'Université Simon Fraser, participe aussi à la discussion.

« La situation critique des langues autochtones est devenue un syndrome international, observe-t-elle. Elle souligne qu'en Nouvelle-Zélande, l'officialisation du maori, il y a environ vingt ans, s'inscrivait dans le cadre d'un mouvement populaire né de la prise de conscience par les Maoris que leurs enfants ne parlaient plus la langue. »

La stratégie adoptée par la Nouvelle-Zélande consistait notamment à créer des « nids linguistiques » au sein desquels le maori était enseigné aux très jeunes enfants en milieu de garderie.

Même si les principaux groupes autochtones du Canada — Assemblée des Premières Nations, Ralliement national des Métis et Inuit Tapiriit Kanatami — ont mis sur pied des programmes d'immersion similaires, de nombreux enjeux subsistent, tels que la diversité des langues autochtones. En outre, on constate l'existence d'un fossé important dans l'usage; en effet, entre les aînés qui parlent la langue d'origine du groupe et les enfants à qui on l'enseigne se trouvent les adultes de la génération médiane qui, souvent, ne la connaissent même pas. Le taux élevé de mariages mixtes avec des non-Autochtones vient également compliquer la situation.

Des tentatives de préservation se dessinent toutefois. Par exemple,

Okki
Kwei
Wâciye

Tân'si
Yowitz
Klahowya

Kii-te-daas a
Ta ough qua no a
ᐃᑦᑲᑦᑲᑦᑲᑦ

M. Tom Hukari, spécialiste du salish à l'Université de Victoria, agit comme directeur intérimaire d'un projet quinquennal financé par le Conseil de recherches en sciences humaines visant la revitalisation linguistique au sein des groupes des Premières nations qui vivent le long de la côte de la Colombie-Britannique.

« Il faut définir le contexte qui saura permettre la réussite de l'apprentissage linguistique; voilà notre défi », souligne M. Hukari, dont le programme vise notamment à enseigner aux jeunes Autochtones à filmer les aînés pour recueillir des données linguistiques.

Selon M^{me} Mary Jane Norris, gestionnaire de la recherche à la Direction générale des affaires autochtones de

Patrimoine canadien, de nombreux facteurs influencent la transmission de la langue maternelle. « C'est à la fois la collectivité, l'éducation et la famille. L'isolement est un obstacle insurmontable. »

De l'avis de M^{me} Pamela Shaw, gestionnaire du service de liaison de la Direction générale des affaires autochtones de Patrimoine canadien, les politiques et mesures législatives peuvent contribuer à la protection des langues autochtones. Elle affirme que des lois axées sur la préservation permettraient d'intensifier le soutien accordé par le gouvernement en faveur des programmes linguistiques et contribueraient à la promotion des langues autochtones, y compris

au sein des collectivités des Premières nations.

« Il n'est pas uniquement question d'une langue qui disparaît, signale-t-elle. Il s'agit aussi d'un moyen de transmettre un système de croyances, d'élever des enfants et de préserver la culture. »

Pour obtenir des précisions sur la préservation des langues autochtones, consultez le site du Woodland Cultural Centre (www.woodland-centre.on.ca) et celui de la Direction générale des affaires autochtones de Patrimoine canadien (www.pch.gc.ca/progs/pa-app).

De la préservation du mode de vie nordique

Entre le territoire circumpolaire des Inuits du Canada et les villes de l'Amérique du Nord et de l'Europe, il y a des distances qu'un géographe ne peut mesurer.

Nulle part cette affirmation n'est-elle aussi évidente que dans la pratique de la chasse ancestrale dans le Nord du Canada, particulièrement la chasse au phoque et à la baleine. Cette pratique se poursuit, malgré les pressions internationales parfois considérables dont elle fait l'objet.

Au nombre des raisons qui motivent ces pressions, il y a les préoccupations modérées concernant la conservation d'espèces comme la baleine à bosse et les réactions purement émotives à l'exploitation commerciale des phoques. D'un côté, il y a des vedettes de cinéma qui condamnent la récolte de mammifères marins. De l'autre côté, il y a les gens qui vivent de cette récolte — et dont la culture demeure vivante grâce à elle.

« Nous apprenons et montrons à nos enfants comment survivre sur le territoire, déclare M. Ben Kovic, directeur et président du Conseil de gestion des ressources fauniques du Nunavut à Iqaluit. Cela fait partie de notre éducation et de notre vie spirituelle. »

Le mode de subsistance des Autochtones est protégé par le gouvernement fédéral de notre pays, explique M. Brian Wong, agent des programmes pour la gestion des ressources à Pêches et Océans Canada à Ottawa. « Le Canada, surtout sur la scène internationale, a décidé de faire reconnaître les droits des Inuits issus de traités et d'agir en conséquence. »

Ces droits stipulent que les Autochtones peuvent continuer à chasser, à trapper et à pêcher, sauf lorsque la conservation, la sécurité publique et la santé publique sont en jeu.

Les organismes canadiens de la conservation appuient massivement l'utilisation traditionnelle de la faune par les Autochtones — parfois même à l'encontre de leurs propres organisations internationales.

« Nous travaillons étroitement avec les collectivités inuites, surtout au Nunavut, déclare M^{me} Susan Sang, biologiste et cadre supérieure à la section de la conservation de l'Arctique du Fonds mondial pour la nature (Canada) à Toronto. « Les chasseurs autochtones respectent la faune. Ils se soucient réellement de sa conservation. Ils utilisent toutes les parties du phoque. Rien n'est perdu, vraiment rien. »

M^{me} Aayu Peter d'Iqaluit pourra en témoigner. Elle a grandi avec des



photo : avec la permission d'AINC

chasseurs de phoques, et ses cinq enfants ont appris à chasser. Pendant qu'elle étudie le droit, elle gagne sa vie en confectionnant des vêtements en peau de phoque.

« Nous chassons par nécessité, que cela plaise ou non au reste du monde, précise M^{me} Peter, qui veut travailler dans le domaine du droit international afin que sa collectivité se fasse mieux entendre. C'est indispensable pour notre culture. Nous devons faire valoir nos droits. »

Pour en savoir davantage sur la subsistance dans le Nord, consultez les sites Web de Pêches et Océans Canada (www.dfo-mpo.gc.ca), d'Inuit Tapiriit Kanatami (www.itk.ca) et du Conseil de gestion des ressources fauniques du Nunavut (www.nwmb.com).

Apprêt des peaux de phoques : Les moyens de subsistance font partie intégrante de la vie culturelle et spirituelle.

AGIR CONTRE LES CONTAMINANTS DANS LE NORD

Les Inuits luttent sur la scène mondiale contre la pollution dans l'Arctique.



L'environnement de l'Arctique : Des quantités élevées de produits chimiques toxiques s'insinuent dans la chaîne alimentaire nordique.

Lorsque M^{me} Sheila Watt-Cloutier s'adresse aux dirigeants politiques internationaux, c'est avec son cœur qu'elle leur parle de l'impact des produits chimiques toxiques sur les Inuits. Vers la fin des années 1950 et au début des années 1960, M^{me} Watt-Cloutier a passé son enfance à Kuujuaq, petit village inuit du Nord du Québec, et y a vécu une existence traditionnelle, se déplaçant en traîneau à chiens et en canot et se nourrissant d'aliments « sauvages », comme du caribou, du lagopède, du poisson, de l'oie, du phoque et de la baleine.

« L'environnement est encore notre supermarché, déclare-t-elle. La terre nous donne des aliments nutritifs, et le caractère collectif de la récolte et des repas nous aide à préserver notre culture dans un monde en rapide évolution. »

Au cours des deux dernières décennies, toutefois, on a appris avec inquiétude que de grandes quantités de produits chimiques toxiques provenant de régions très éloignées de l'Arctique s'insinuent dans la chaîne alimentaire nordique et posent un danger pour les Inuits qui ont une alimentation traditionnelle. Les chercheurs ont constaté que le

sang des femmes inuites renferme des concentrations de diphényle polychloré (BPC) qui excèdent de beaucoup les recommandations officielles et que les concentrations de BPC dans le lait maternel de ces femmes sont parmi les plus élevées à avoir été mesurées dans le monde.

« Imaginez le choc et l'inquiétude que nous avons ressentis en découvrant que les aliments qui nous nourrissent depuis des générations et qui contribuent à notre santé physique et spirituelle sont nocifs », s'exclame M^{me} Watt-Cloutier, présidente de la Conférence circumpolaire inuit, organisation internationale non gouvernementale qui représente environ 150 000 Inuits de l'Alaska, du Canada, du Groenland et de la Russie.

Les produits chimiques toxiques comme le DDT et les BPC appartiennent à la catégorie des polluants organiques persistants (POP). Ces substances, qui restent stables pendant de longues périodes et qui sont facilement transportées dans l'atmosphère, peuvent être très nocives pour les êtres humains, la faune et l'environnement. Certains POP augmentent également les risques de cancer et d'anomalies congénitales et peuvent porter atteinte au système nerveux.

En 1991, le gouvernement du Canada a mis sur pied le Programme de lutte contre les contaminants dans le Nord pour mener des recherches, aider les Inuits à faire des choix alimentaires éclairés et prôner l'adoption de mesures de réglementation internationales en matière de POP. Sous la direction d'Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC), le Programme réunit Santé Canada, Pêches et Océans Canada et Environnement Canada, de même que les trois gouvernements territoriaux, des chercheurs universitaires et quatre organisations autochtones, qui forment une coalition appelée Autochtones de l'Arctique canadien contre les polluants organiques persistants.

Les pourparlers internationaux sur la question, qui se sont déroulés sous l'égide du Programme des Nations Unies pour l'environnement, ont débuté en 1998 et se sont terminés en 2001 par la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants.

M. David Stone, directeur, Recherche sur la science et les contaminants du Nord à AINC, explique que la Convention vise la diminution, puis l'élimination, de 12 POP en particulier. « Mais, surtout, elle met en place un dispositif qui permettra de s'attaquer à d'autres substances chimiques, ajoute-il. En dernier ressort, elle ouvre la voie à un avenir dont seront exclus les POP dangereux. »

M^{me} Watt-Cloutier, qui présidait alors la Conférence circumpolaire inuit pour le Canada, a joué un rôle très important dans les pourparlers qui ont mené à la Convention de Stockholm. Un jour, elle a remis à ses collaborateurs une sculpture en pierre de savon figurant une mère inuite et son enfant en guise de symbole, celui de la « conscience des négociations ».

Pour Sheila Watt-Cloutier, cette entente internationale, la première qui mentionne dans son préambule tout particulièrement l'Arctique et les peuples autochtones qui y vivent, promet d'avoir un véritable impact politique à l'échelle mondiale et « finalement, nous pourrons à nouveau vivre dans un environnement sain et consommer sans danger nos aliments traditionnels ». ❁

Pour de plus amples renseignements, visitez les sites Web de la Conférence circumpolaire inuit (www.inuitcircumpolar.com), du Programme de lutte contre les contaminants dans le Nord (www.ainc-inac.gc.ca/ncp) et de la Convention de Stockholm (www.pops.int).

OUVERTURE SUR LE MONDE ET OUVERTURE D'ESPRIT

À l'aide de la haute technologie, les jeunes Autochtones font converger les traditions et la modernité dans le cadre de placements professionnels, de rassemblements fraternels et d'échanges culturels à travers le monde.

À l'autre bout du monde, en compagnie de jeunes Autochtones d'Australie, Carmen Daniels est bien loin de sa collectivité crie d'Alberta. Il ne lui suffit pourtant que de quelques clics pour mettre en relation de jeunes danseurs autochtones du Nord de l'Australie et un groupe de danse et tambour d'Edmonton, sa ville natale, à l'occasion d'une discussion en ligne.

Grande voyageuse, Carmen n'en est pas à ses premières armes en matière de communication à haute vitesse avec l'étranger. Âgée de trente ans, elle fait partie de la nouvelle génération d'Autochtones canadiens qui s'ouvrent au monde sans toutefois oublier leurs origines.

Melina Laboucan-Massimo, de la Première nation du lac Lubicon, en Alberta, a vécu six mois au Brésil l'an dernier, au cours desquels elle a créé des liens en ligne pour les Autochtones de l'Amérique latine par le truchement de l'organisme TakingITGlobal, réseau international de jeunes qui s'intéressent aux enjeux mondiaux. De retour au Canada et maintenant âgée d'à peine 23 ans, elle s'occupe de création de contenu autochtone destiné au site Web de ce même organisme.

Membre de la Première nation de Cowichan (île de Vancouver), Stephanie Peter se passionne pour les voyages et la préservation de sa culture. Le stage de six mois qu'elle a effectué dans le Pacifique Sud a été pour elle l'occasion de tirer de précieuses leçons de vie.

Dynamiques et ardents défenseurs du progrès social, de nombreux jeunes Autochtones du Canada profitent des nouvelles possibilités de rencontre avec leurs homologues d'autres pays et

exploitent les nouvelles technologies de communication dans le but de promouvoir la culture et l'identité des leurs.

Le gouvernement canadien, en collaboration avec des organisations non gouvernementales et des organismes des Nations Unies, tente d'aider ces jeunes à concrétiser leurs aspirations, par l'intermédiaire de sites Web ainsi que de parlements mondiaux de la jeunesse et de programmes de stages internationaux.

Selon Carmen Daniels, peu importe l'emploi qu'elle occupera, la technologie demeurera toujours pour elle un outil de présentation et de préservation de la culture autochtone.

Carmen a découvert les vertus d'Internet comme moyen d'informer les jeunes Autochtones et de renforcer leur autonomie en 1999, année où elle a travaillé à titre de coordonnatrice du Réseau jeunesse autochtone, site Web favorisant les échanges entre jeunes Autochtones et l'accès à des services sociaux et à des soins de santé à l'échelle du pays (site notamment parrainé par Affaires indiennes et du Nord Canada et Santé Canada). L'année suivante, dans le cadre d'un projet d'Affaires étrangères Canada (AEC), elle s'est rendue à Sydney, en Australie, à titre de déléguée du premier Parlement international de la jeunesse d'Oxfam, à l'occasion duquel non moins de trois cents jeunes du monde entier étaient réunis pour discuter de divers enjeux comme l'engagement des jeunes à l'égard de la pauvreté et de l'éducation. Cette expérience a décidé Carmen à réaliser l'un des ses rêves de longue date : vivre et travailler en Australie. Ainsi, durant les trois dernières années, elle a contribué à la création de



photo : avec la permission de Carmen Daniels

Se brancher : Carmen Daniels travaille avec des enfants de la communauté autochtone d'Injinoo au cours d'un festival en plein air à North Queensland en Australie.

sites Web à l'intention des jeunes Autochtones de collectivités éloignées du Nord du pays.

Les liens de Carmen avec les siens demeurent toutefois étroits. Par exemple, l'an dernier, elle a organisé un projet d'échange interculturel international pour les danseurs autochtones de l'Australie et ceux de la troupe de sa grand-mère crie, la White Buffalo Dancers and Drummers Society d'Edmonton.

Par l'intermédiaire de Carmen, les jeunes danseurs ont pu découvrir leurs points communs : une tradition orale riche et, malheureusement, un lourd passé lié aux pensionnats. « J'étais fière de contribuer à la tenue d'un tel échange culturel et fière d'être en mesure de renouer avec ma propre culture, en Alberta, affirme-t-elle. »

Au nombre des soixante Autochtones qui participaient cette année à la deuxième rencontre du Parlement international de la jeunesse d'Oxfam, à Sydney, Melina Laboucan-Massimo se souvient du moment du déclin : « Nous nous appelions frères et sœurs même si nous étions de pays totalement différents. Nous avons une compréhension innée de ce que c'est que d'être autochtone. »

La technologie lui permet de maintenir ces liens interpersonnels. Ainsi, elle tire avantage de projets comme celui de TakingITGlobal, site Web notamment parrainé par le Service correctionnel du



Stephanie Peter de l'île de Vancouver a tiré de précieuses leçons de vie grâce à « Global Connections ».

Canada et la Gendarmerie royale du Canada qui a pour mission d'enseigner aux jeunes Autochtones à s'ouvrir au monde.

Au Canada, le gouvernement fédéral offre aux jeunes Autochtones un autre moyen d'acquérir de l'expérience professionnelle à l'échelle internationale. En effet, chaque année, le programme Jeunes professionnels à l'international (JPI) d'AEC favorise le placement, organisé par des organismes environnementaux et communautaires, d'environ trente-cinq Autochtones.

Aux dires de Brian Foreman, agent du programme JPI, « les participants

ouvrent le Canada au monde et ouvrent le monde au Canada ». Il ajoute que le programme offre la possibilité d'acquérir une expérience professionnelle internationale précieuse axée sur la carrière à de nombreux jeunes pour qui une telle occasion ne se présenterait pas autrement. D'ailleurs, les placements qui s'adressent aux jeunes Autochtones se révèlent souvent des portes ouvertes sur le monde.

Au nombre des participants au programme JPI figure le Pacific Peoples Partnership de Victoria en Colombie-Britannique, organisme de promotion de la justice sociale qui établit des liens entre les Autochtones du Canada et du Pacifique Sud. Cet organisme a ainsi permis à Stephanie Peter de vivre six mois à Rarotonga (l'île la plus grande de l'archipel Cook) où elle a travaillé avec des organismes locaux à la surveillance de la qualité de l'eau. Durant son séjour, Stephanie a également joué le rôle d'ambassadrice culturelle en communiquant à ses hôtes son histoire et ses traditions. Avec l'appui des chefs locaux, elle a organisé un projet de promotion de l'histoire orale, dans le

cadre duquel ont été enregistrés et filmés des aînés des îles Cook racontant des légendes préchrétiennes. Cette expérience lui a révélé l'importance et la portée des interrelations mondiales pour les jeunes Autochtones.

Se remémorant avec bonheur son séjour dans l'île, qui lui a permis d'acquérir des compétences qui lui seront utiles toute sa vie, Stephanie Peter affirme que son voyage a renforcé sa volonté d'aider sa collectivité : « J'ai pu me rapprocher un petit peu plus de mon rêve d'aider ma collectivité à s'épanouir dans un contexte respectueux de la culture et de l'environnement. »

Pour obtenir des précisions sur les programmes et projets destinés aux jeunes Autochtones, consultez les sites suivants :
www.international.gc.ca/yipi-jpi,
www.takingitglobal.org,
www.pacificpeoplespartnership.org
 (en anglais), www.iyp.oxfam.org
 (en anglais) et www.ayn.ca
 (en anglais).

EN BREF

Les jeunes, virtuoses d'Internet, et l'emploi

Trouver un emploi est l'une des grandes préoccupations des jeunes Canadiens, et ces derniers se servent probablement d'Internet dans ce but : telle est la conclusion d'une enquête commandée par Affaires étrangères Canada. Selon cette enquête, 32 % des jeunes placent le chômage en tête de leurs inquiétudes face à l'avenir. Viennent ensuite les études (20 %) et les finances (10 %). L'enquête a été commandée dans le but de connaître les motivations des jeunes et les endroits où ils puisent leurs renseignements sur les possibilités de carrière et d'épanouissement personnel, telles que les stages et les voyages à l'étranger.

Parmi les jeunes interrogés, 93 % ont dit avoir accès à Internet et 79 % ont dit l'avoir utilisé pour trouver des renseignements sur l'emploi et les domaines de carrière. Ils s'en servent aussi pour

communiquer avec des amis, se divertir et magasiner. L'enquête a été réalisée par téléphone par Ipsos Reid auprès de 1 200 Canadiens âgés de 18 à 35 ans. La marge d'erreur est de plus ou moins 2,8 %, 19 fois sur 20.

Les Canadiens s'expriment sur le 11 septembre

Un nouveau livre relate les répercussions de l'effondrement du World Trade Centre telles qu'elles se sont fait sentir au Canada.

Écrit en hommage aux 26 Canadiens qui ont péri le 11 septembre 2001, *Orange Alert* regroupe des souvenirs, des récits, des poèmes et des dessins de dirigeants politiques, de chefs d'entreprise, de journalistes, de pompiers,

de travailleurs des services d'urgence, de ministres, de philosophes et d'enfants.

Son auteur originaire d'Ottawa, M^{me} Debra Brown, raconte qu'elle et son mari, M. David Brown, ont été incités à écrire ce livre car ils avaient été « touchés par les réflexions et les poèmes très émouvants d'enfants d'écoles élémentaires » sur la tragédie.

M^{me} Brown explique que les personnes interrogées sur les événements du 11 septembre disent toutes qu'ils nous ont brutalement ouvert les yeux sur le mal bien réel auquel nous sommes confrontés et qu'il faut combattre.

Le livre est paru chez Trafford Publishing. On peut se le procurer au coût de 19,95 \$ en librairie ou en ligne à l'adresse www.orangealert.ca.



LA PRÉVENTION DU SIDA PAR L'HUMOUR

Une série de sketches humoristiques réalisée au Canada met en vedette un invraisemblable trio, porteur d'un message sérieux.

Les pratiques sexuelles sans risque comptent désormais trois nouveaux porte-parole : Shaft, Dick et Stretch, trois personnages animés en forme de condoms. Lancée dans la très sérieuse bataille contre la propagation du sida, une série de messages d'intérêt public hilarants coréalisée au Canada marque des points.

Depuis que la South African Broadcasting Corporation a commencé à diffuser la série mettant en vedette les personnages surnommés « *The Three Amigos* » à l'occasion de la Journée mondiale du sida, le 1^{er} décembre 2003, une organisation non gouvernementale d'Afrique du Sud signale que les ventes de condoms ont grimpé de 63 p. 100. Selon M. Firdaus Kharas d'Ottawa, qui a conçu la série en collaboration avec M. Brent Quinn, coréalisateur sud-africain, les messages télé atteignent leur cible parce qu'ils « ne sont pas menaçants. L'humour est mis au service d'un propos sérieux. »

Dans une annonce de 60 secondes, les trois amis constatent, en jouant au soccer, qu'ils n'arrivent tout simplement pas à marquer de but sans condom. Dans un autre message, ils se transforment en astronautes qui ne réussissent pas à faire décoller leur fusée sans protection. « Nous cherchons à déstigmatiser l'emploi du préservatif. Nous voulons que notre cible, en l'occurrence les jeunes de 15 à 24 ans, trouve attirante l'idée de porter un condom, affirme M. Kharas. »

La série a su séduire le monde entier lors de la 15^e Conférence internationale

sur le sida, tenue en juillet dernier à Bangkok, en Thaïlande. M. Kharas, qui a assisté aux réunions grâce à l'appui d'Affaires étrangères Canada, signale que les salles étaient bondées lors de la projection quotidienne des sketches. « Nos personnages ont fait rire le monde entier. »

La série a été sanctionnée par l'archevêque Desmond Tutu qui l'a qualifiée de « puissant outil de communication ». Elle a été présentée par Sandelle Scrimshaw, haut-commissaire du Canada, dans le cadre du Festival du film canadien, qui a eu lieu en mars, en Afrique du Sud. Dans une lettre adressée aux coréaliseurs, M^{me} Scrimshaw déclare que « le concept est brillant et qu'il est à même de réformer radicalement les pratiques sexuelles, non seulement en Afrique du Sud, mais aussi partout dans le monde ».

M. Kharas souhaite maintenant lancer sa série dans un plus grand nombre de pays, surtout en Inde et en Europe de l'Est, où le taux d'infection au VIH croît à une vitesse alarmante. Ce qu'il vise, c'est la diffusion de la série de 20 messages sur les réseaux nationaux de 100 pays, ce qui représente 100 millions de dollars en don de temps d'antenne et un public-cible d'un milliard de personnes.

Cette campagne télé s'inscrit dans le cadre d'une plus vaste opération de sensibilisation du public, qui comprend la distribution, à l'échelle locale, des messages sur cassette. En Afrique du Sud, l'Agence canadienne de développement international verse une somme de



Faire passer un message par l'humour : Les trois amis aident à déstigmatiser l'usage du condom.

100 000 \$ à un projet de prévention du VIH/sida qui consistera à distribuer les messages en zoulou, en afrikaans, en sotho et en anglais en divers lieux, comme les casernes, les prisons, les cliniques médicales et les cinémas. Les messages seront aussi présentés sur un réseau national d'écrans plasma installés dans les aubus utilisés chaque jour par 1,5 million de passagers.

Des versions en 40 autres langues sont actuellement réalisées avec l'appui d'OMNI Television, service de télédiffusion multilingue installé à Toronto. Au lieu de traduire les sketches, les producteurs recrutent des jeunes de chaque communauté linguistique concernée, qui prêtent leur voix à des adaptations libres du texte original agrémentées d'une touche d'humour local.

Jusqu'ici, le projet a fait appel à 80 collaborateurs de trois pays. Il a nécessité une injection de fonds considérable de la part de M. Kharas qui demeure malgré tout enthousiaste à l'idée de faire des condoms de véritables « amis » pour la vie. « Le sida est une maladie que l'on peut prévenir. Je suis absolument convaincu qu'il est en notre pouvoir de lui barrer la route, de dire M. Kharas. »

Vous trouverez des exemples de messages de la série « *The Three Amigos* » et d'autres renseignements à l'adresse suivante : www.thethreeamigos.org.

Illustrations : avec la permission de Firdaus Kharas



Aidez-nous à tenir nos dossiers à jour. Si vous déménagez, recevez plus d'un exemplaire de *Canada — Regard sur le monde* ou souhaitez annuler votre abonnement, faites les corrections voulues en lettres moulées sur votre étiquette d'adresse et retournez-la-nous.

Vous pouvez nous communiquer les changements par télécopieur, au (613) 992-5791, par courriel, à canada-magazine@international.gc.ca, ou par la poste, à : *Canada — Regard sur le monde*, Affaires étrangères Canada, 125, promenade Sussex, BCS C-2, Ottawa (Ontario) K1A 0G2.

Bureau de poste : Prière de retourner cet envoi à l'adresse ci-dessus s'il ne peut pas être livré.

Présence du Canada à un nouveau musée

Le nouveau National Museum of the American Indian à Washington, D.C., a ouvert ses portes en septembre avec des contributions très spéciales de la part des Canadiens.

Une sculpture de l'artiste autochtone Susan Point, de la Colombie-Britannique, intitulée *Le Castor et le vison*, a été offerte par le gouvernement du Canada; elle sera exposée bien en vue dans la rotonde à l'entrée du musée. Pièce à la fois contemporaine et traditionnelle, illustrant une légende salish du littoral au sujet de l'origine du saumon dans les rivières, cette sculpture en cèdre rouge a été choisie par un groupe d'experts artistiques professionnels autochtones du Canada.

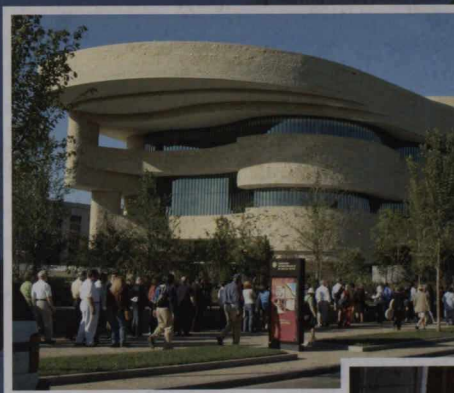
Le ministre des Affaires étrangères, Pierre Pettigrew, a déclaré que cette sculpture était représentative de la culture autochtone au Canada, et il a souligné l'apport positif de cette dernière aux Amériques. « Le Canada et les États-Unis ont en commun de nombreuses cultures autochtones de caractère unique, a-t-il ajouté. Ce cadeau est la preuve vivante des liens qui nous unissent. »

Le nouveau musée expose de nombreuses contributions de la part d'autres Canadiens, de la conception originale curviligne de l'architecte métis Douglas Cardinal aux collectivités autochtones du Canada, représentées dans les expositions consacrées à leur mode de vie, à leur identité et à leur vision du monde. Une pierre cardinale indiquant le Nord, provenant du Lac Acasta, dans les Territoires du Nord-Ouest, et 40 roches Grandfather choisies dans une carrière d'Alma, au Québec, dominent le paysage.

L'ambassade du Canada à Washington a célébré l'ouverture du musée par le lancement d'un programme culturel riche en talents et créations autochtones, dont une exposition d'art autochtone provenant de la Banque d'œuvres d'art du Conseil des Arts du Canada, le récit d'histoires, des ateliers, des manifestations de musique et de danse et des films. Neuf journalistes autochtones venus des quatre coins du Canada se sont rendus à Washington grâce au soutien du Programme de sensibilisation des médias d'Affaires étrangères Canada, afin de pouvoir témoigner de la contribution du Canada au nouveau musée et des festivités marquant son ouverture.

Pour de plus amples renseignements au sujet du musée, visitez le site www.nmai.si.edu. Pour plus de détails au sujet des activités canadiennes ayant trait à l'ouverture du musée, visitez le site www.canadianembassy.org.

photo : John Steiner/Smithsonian Institution



Conception curviligne : La façade ondulée du National Museum of the American Indian lui donne l'apparence d'une masse de pierre stratifiée.

L'artiste autochtone, Susan Point, a gagné en 2004 le Prix national d'excellence décerné aux Autochtones pour son travail de promotion de l'art de Coast Salish qui englobe un vaste éventail de matériaux et de styles, du plus traditionnel au plus contemporain.



photo : avec la permission des NAAA

photo : Walter Larrimore/NMAI



La sculpture, offerte par le Canada, pourra être vue par le million de visiteurs venant de partout dans le monde qui passent par la rotonde chaque année.